

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction de la Cohésion Sociale
et du Développement Durable

Bureau de l'Environnement
et du Développement Durable

SAS NORMAND à AMIENS

ARRETE du 4 juillet 2007

Le préfet de la région Picardie,
Préfet de la Somme,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,
Vu l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
Vu le décret n°53-578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
Vu le décret n°83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers,
Vu le décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage,
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu l'arrêté interministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 autorisant la S.A. « Normand » à exploiter un chantier de récupération, de stockage, de démontage, de conditionnement et de négoce de produits et objets métalliques, déchets de métaux, d'alliages et de résidus métalliques, et de carcasses de véhicules retirés de la circulation publique, sur la zone industrielle Nord Amiens, parcelles cadastrées section KW n°27 et 572p, pour une superficie de 4 500 m², ainsi que les activités connexes s'y rapportant,
Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2006 portant délégation de signature à Monsieur Yves LUCCHESI, secrétaire général de la préfecture de la Somme,
Vu l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2006 délivrant à la S.A.S. « Normand » l'agrément prévu par l'article 9 du décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 pour ses installations de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage située sur le territoire de la commune d'Amiens,
Vu la demande présentée le 9 août 2006, complétée et rectifiée le 9 novembre 2006 par la S.A.S. « Normand » dont le siège social est fixé à Amiens, 11, rue du fossé Warin (80046), en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension des installations de récupération, démontage et découpage de métaux ferreux et non ferreux ainsi que la collecte, démantèlement et transit de DIB, DIS et DEEE située sur le territoire de la commune d'Amiens, Zone Industrielle Nord, parcelles cadastrées section KW n°27, 572p et ZO n°72,
Vu le dossier déposé à l'appui de ces demandes,
Vu la décision en date du 20 décembre 2006 du président du tribunal administratif d'Amiens portant désignation du commissaire enquêteur,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 11 janvier 2007 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours du 12 février 2007 au 14 mars 2007 inclus sur le territoire de la commune d'Amiens,
Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans cette commune,
Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux,
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 18 mars 2007,
Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,
Vu les observations présentées par le demandeur sur les avis des services en date du 10 avril 2007,
Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées et l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 10 mai 2007,
Vu l'avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques de la Somme du 18 juin 2007,
Le pétitionnaire entendu,
Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 21 juin 2007,
Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 22 juin 2007.

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau,

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence, conformément à l'article L. 512.3 du code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du même code et notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publique,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTEE DE LA DECISION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 - Bénéficiaire et portée de la décision

Article 1.1.1. Exploitant titulaire

Article 1.1.1.1. Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

La S.A.S. « Normand » dont le siège social est fixé à Amiens, 11, rue du fossé Warin (80046), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à procéder à l'extension des installations de récupération, démontage et découpage de métaux ferreux et non ferreux ainsi que la collecte, démantèlement et transit de DIB, DIS et DEEE sur le territoire de la commune d'Amiens, Zone Industrielle Nord, parcelles cadastrées section KW n°27, 572p et ZO n°72.

Article 1.1.1.2. Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

L'établissement est assujéti à la taxe due pour le bénéfice de l'autorisation dans le cadre de la taxe générale sur les activités polluantes.

Article 1.1.1.3. Agrément de démolisseur de véhicules hors d'usage

La S.A.S. « Normand » est agréée conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 pour procéder au stockage, à la dépollution, au démontage, au découpage des véhicules hors d'usage sur son chantier d'Amiens selon les dispositions du cahier des charges joint en annexe II.

Cet agrément ne confère à son bénéficiaire et aux tiers dans leurs relations avec lui aucune garantie commerciale, financière ou autre. Toute mention de son agrément par le titulaire doit se référer à l'activité pour laquelle celui-ci est accordé. Le titulaire de l'agrément reste responsable de son exploitation industrielle et commerciale dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 mars 1997 autorisant la S.A. « Normand » à exploiter un chantier de récupération, de stockage, de démontage, de conditionnement et de négoce de produits et objets métalliques, déchets de métaux, d'alliages et de résidus métalliques, et de carcasses de véhicules retirés de la circulation publique, sur la zone industrielle Nord Amiens, parcelles cadastrées section KW n°27 et 572p, pour une superficie de 4 500 m², ainsi que les activités connexes s'y rapportant et de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2006 délivrant à la S.A.S. « Normand » l'agrément prévu par l'article 9 du décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 pour ses installations de stockage, dépollution, démontage et découpage de véhicules hors d'usage situées sur le territoire de la commune d'Amiens sont remplacées par celles du présent arrêté.

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 1.1.4. Sanctions au titre des installations classées

Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ou de celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par arrêtés complémentaires, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514.1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.2 - Nature des installations

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Désignation des activités
167-a	A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées.
286	A	Stockages et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage, etc. la surface utilisée étant supérieure à 50 m ² (30 000 m ²)
329	A	Dépôt de papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes
1432-2b	DC	Dépôt de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³
1434-1b	DC	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, le débit maximum équivalent étant supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h. (1,2 m ³ /h)
1530-2	D	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³ (dépôts de papier, carton < 2 500 m ³ , dépôts de bois < 2 000 m ³)
2662-b	D	Stockage de polymères (mat. plastique, caoutchouc, élastomère, résines et adhésifs synthétiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (750 m ³))

Régime : A : Autorisation, DC : Déclaration avec contrôle périodique, D : Déclaration

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les commune, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Amiens	KW 27 et 572p, ZO n°72	Zone Industrielle Nord

Article 1.2.3. Rythme de fonctionnement

L'établissement fonctionne du lundi au jeudi 8h - 12h et 13h 30 - 17 h 30, vendredi 8h - 12 h et 14 h - 17 h, samedi de 8h - 12h.

CHAPITRE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 - Durée de l'autorisation et de l'agrément

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation au titre des installations classées

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.4.2. Durée de l'agrément de démolisseur et modalités de renouvellement

L'agrément de démolisseur de véhicules hors d'usage est délivré pour une période de six ans à compter du 6 juillet 2006. Le titulaire a la possibilité de demander le renouvellement de son agrément et il devra en adresser la demande au Préfet au moins six mois avant la fin de validité du présent agrément.

CHAPITRE 1.5 - Modifications et cessation d'activité

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour de l'étude de dangers

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier

justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.5.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge.

Article 1.5.6. Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif d'une installation, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

Au moins 3 mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant en notifie la date au Préfet ainsi que les mesures de mise en sécurité du site qu'il se propose de mettre en œuvre lors de cet arrêt. Il engage ensuite la réhabilitation du site en application des articles 34.2 et suivants du décret du 21 septembre 1977.

TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 - Exploitation des installations

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes de travail pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Des consignes sont ainsi établies et affichées pour procéder dans de bonnes conditions d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement à la dépollution des véhicules en leurs différents fluides (carburants, huiles moteurs et transmissions, liquides de frein, liquides de refroidissement et de lave-glace, frigorigènes, ...). Il en est de même pour les dépôts ou activités susceptibles de présenter des nuisances ou dangers (batteries d'accumulateurs, huiles, gazole, eau glycolée de refroidissement, transvasements, pollutions accidentelles, défense de fumer, lieux ou récipients de stockage adaptés, dépôt maximum, découpe au chalumeau, manutention de charges lourdes, nettoyeur à haute pression, utilisation des protections individuelles ...), les opérations de neutralisation des mécanismes pyrotechniques des airbags ou des prétensionneurs des ceintures de sécurité. Une formation spécifique sur ces modes opératoires de neutralisation des mécanismes pyrotechniques devra être suivie par les opérateurs auprès d'un organisme spécialisé. Les employés seront formés à ces consignes et des contrôles périodiques permettront d'en vérifier la bonne application.

CHAPITRE 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 - Intégration dans le paysage

Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les voies d'accès sont préservées des salissures.

Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, dégagés et placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, clôture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...). Les véhicules hors d'usage sont stockés non gérés et ne doivent pas séjourner plus de six mois sur le chantier.

Article 2.3.3. Plantations

La clôture du terrain d'une hauteur minimale de deux mètres sera doublée intérieurement par la plantation d'arbres, d'arbustes et d'espèces grimpances. Les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme d'Amiens seront respectées.

CHAPITRE 2.4 - Danger ou nuisances non prévus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté par l'exploitant à la connaissance du préfet.

CHAPITRE 2.5 - Incidents ou accidents

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 - Documents tenus à disposition et contrôles

Article 2.6.1. Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour en permanence un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial de demande d'autorisation et d'agrément,
- les plans tenus à jour :
 - ✓ de localisation des moyens d'intervention et de secours,
 - ✓ des réseaux internes à l'établissement : eaux, électricité, gaz et fluides de toutes natures,
 - ✓ de circulation des véhicules et engins au sein de l'entreprise,
 - ✓ de situation des stockages de produits dangereux ou combustibles.
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et les arrêtés préfectoraux d'agrément,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ; il s'agit de :
 - ✓ documents intéressant la sécurité également prévus par d'autres législations, notamment les rapports de contrôle des installations électriques, des extincteurs, des appareils à pression et de levage,
 - ✓ consignes d'exploitation,
 - ✓ consignes de sécurité,
 - ✓ registre de police tenu à jour avec suivi des cartes grise,
- pièces de suivi :
 - ✓ des consommations d'eau (relevés et factures),
 - ✓ des analyses annuelles du rejet du déboureur déshuileur de l'air de lavage (résultats),
 - ✓ de l'entretien des moyens de traitement des eaux polluées (notamment factures des curages périodiques),
 - ✓ des déchets (état des différents stocks, bordereaux de suivi des déchets industriels, bons d'enlèvement),
 - ✓ des factures des produits raticides ou du contrat passé avec une société spécialisée en dératisation,
 - ✓ documents de synthèse établis pour l'année au plus tard au 31 mars de l'année suivante relatifs à l'élimination des véhicules hors d'usage et à la valorisation des pièces détachées récupérées,
 - ✓ attestations annuelles délivrées par un organisme tiers accrédité de la conformité de l'établissement aux dispositions du présent arrêté et au cahier des charges de l'agrément joint en annexe II.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site pour les cinq dernières années.

Les documents relatifs à la situation des dépôts présentant des risques d'incendie ou d'explosion et aux moyens d'intervention sont tenus à la disposition permanente du service départemental d'incendie et de secours ainsi que des pompiers.

Article 2.6.2. Contrôles

L'inspection des installations classées peut, le cas échéant en utilisant les dispositions de l'article L. 514.5 du code de l'environnement, réaliser ou faire réaliser à tout moment, de manière inopinée ou non, des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que des mesures de niveaux sonores ou de vibrations. Les frais de prélèvement, de mesure et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'exploitant conformément aux dispositions de l'article L. 514.8 du même code.

Le service chargé de la Police des Eaux pourra agir de même, simultanément ou séparément, en ce qui concerne les rejets d'eau.

Pour les contrôles relatifs à la qualité des eaux, les résultats seront communiqués dans la quinzaine qui suit leur réception simultanément à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux, quel que soit celui qui les a prescrits. Pour les autres contrôles, les résultats seront adressés sous le même délai, à l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à l'ensemble des installations de l'établissement.

TITRE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 - Conception des installations

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Des consignes d'exploitation sont notamment rédigées, affichées et portées à la connaissance de l'opérateur pour la récupération des liquides frigorigènes contenus dans les circuits de climatisation des véhicules à dépolluer, afin de lui assurer de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité. L'exploitant s'assure régulièrement que la récupération de ces fluides s'effectue conformément à cette consigne de travail bien connue et affichée à proximité.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans le déboureur déshuileur ou le bassin de confinement des eaux d'extinction.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dégradation et dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 - Conditions de rejet

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Lors des opérations de découpe au chalumeau ou de soudure réalisées à l'intérieur des bâtiments, les fumées et poussières doivent être captées.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours ou aux besoins sanitaires, sont limités aux quantités suivantes :

- origine de la ressource : réseau public,
- consommation maximale annuelle : 24 m³,
- débit maximal : 0,5 m³/j.

Article 4.1.2. Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eaux

Sans objet

Article 4.1.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un réservoir de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes est installé afin d'isoler l'utilisation non domestique d'eau et pour éviter des retours de substances polluantes dans le réseau d'adduction d'eau publique.

Article 4.1.4. Mise en service et cessation d'utilisation d'un forage en nappe

Sans objet

CHAPITRE 4.2 - Collecte des effluents liquides

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés y compris le bassin de confinement des eaux d'extinction et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. Le nom de l'entreprise chargée du curage des canalisations et la destination des déchets de curage recueillis sont tenus par l'exploitant à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader le réseau de collecte ou d'y dégager des produits toxiques ou inflammables, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Le réseau de collecte et de traitement n'admet aucun effluent extérieur au site.

Article 4.2.5. Protection contre des risques spécifiques

Sans objet

Article 4.2.6. Isolement avec les milieux

En situation accidentelle, un dispositif simple doit permettre aisément l'obturation du débourbeur/déshuileur de l'aire de lavage et la mise en service du bassin de confinement d'eaux d'extinction. Ce dispositif est maintenu en état de marche, bien signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en action sont définis par consigne. L'élimination des eaux confinées sera conditionnée à l'avis favorable de l'inspection des installations classées, sur présentation de résultats d'analyse d'un échantillon. A défaut d'une conformité aux articles 4.3.7 et 4.3.12, l'exploitant lui fera connaître la filière de traitement choisie.

CHAPITRE 4.3 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

Article 4.3.1. Identification des effluents

Les effluents sont distingués selon leur nature :

- les eaux purement pluviales reçues par les surfaces non imperméabilisées s'y infiltrent sans traitement,
- les eaux pluviales reçues par les aires bétonnées sont dirigées vers des regards et collecteurs et rejetées dans le fossé Warin après passage dans un débourbeur/déshuileur,
- les eaux usées (eaux sanitaires, eaux de lavage de l'enclos des chiens, eaux issues de l'aire de lavage des poids lourds) sanitaires sont dirigés vers réseau des eaux usées de la CCIA.

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté.

Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend dans les meilleurs délais les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les activités concernées.

Des dispositions (aération) doivent être prises si nécessaire pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents (en cas de conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de prétraitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite de l'installation est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de prétraitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les eaux pluviales collectées sur les aires bétonnées aboutissent dans le fossé Warin via le réseau des eaux pluviales de la CCIA pour deux points et directement dans le fossé Warin pour le 3^{ème} ; ces points de rejet présentent les caractéristiques suivantes :

- pour le secteur ouest (1,48 ha) et le secteur central (0,77 ha) à un bassin de rétention étanche de 453 m³ pour le premier et de 198 m³ pour le second avec prise d'eau de surface et régulateur de débit réglé à 6 l/s associé à un débourbeur/déshuileur,
- pour le secteur est (0,9 ha), directement à un débourbeur/déshuileur avec limiteur de débit réglé à 8 l/s.

Tous les rejets sont équipés d'un obturateur pour fermer le réseau en cas de pollution accidentelle.

Les eaux usées sont dirigées vers le réseau des eaux usées de la CCIA.

Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1. Conception

Le dispositif de rejet des effluents liquides est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval hydraulique de celui-ci. Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2. Aménagement des points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux ouvrages de rejet vers le milieu récepteur pour y pratiquer éventuellement des prélèvements.

Article 4.3.7. Caractéristiques générales du rejet

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure ou égale à 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 100 mg Pt /l

Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes au chantier

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux rejetées

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet les valeurs limites en concentrations et en flux ci-dessous définies.

Paramètres	réseau d'eaux usées	réseaux d'eau pluviale
MES (NFT 90 105)	600 mg/l	35 mg/l
DBO ₅ (NFT 90 103)	800 mg/l	30 mg/l
DCO (NFT 90 101)	2 000 mg/l	125 mg/l
Azote global (exprimé en N)	150 mg/l	15 mg/l
Hydrocarbures totaux (NFT 90 114)	10 mg/l	10
Métaux totaux	0,5 mg/l	1
Phosphore total (exprimé en P)	50 mg/l	2 mg/l
Débit maxi	1 m ³ /jour et 0,04m ³ /h	6 l et 8 l/s

Article 4.3.10. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux de lavage

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les égouttures grasses présentes sur les aires bétonnées ne pourront être rejetées ensuite au fossé Warin qu'en respectant les caractéristiques générales de qualité rappelées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 ainsi que les limites instantanées suivantes de concentration :

- AOX < 1 mg/l,
- plomb et composés (en Pb) < 0,5 mg/l,
- fer, aluminium et composés < 5 mg/l en Fe+Al,
- substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement :
 - ✓ substances de l'annexe Va de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié 0,1 mg/l en concentrations cumulées,
 - ✓ substances de l'annexe Vb : 2 mg/l en concentrations cumulées,
 - ✓ substances de l'annexe Vc1 : 5 mg/l en concentrations cumulées,
 - ✓ substances de l'annexe Vc2 : 5 mg/l en concentrations cumulées.

Une fois par an, l'exploitant fera exécuter lors d'une période pluvieuse un prélèvement d'eau sur chacun des points de rejet avec analyse des paramètres suivants : pH, DBO₅, DCO, MES, HC totaux, AOX. Les résultats consignés conformément aux dispositions de l'article 4.3.4., sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de la police des eaux.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 - Principes de gestion

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production. Il privilégie notamment toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement et conformément au titre IV de ce même code.

Dans le même but, il doit limiter par ses méthodes de travail, la quantité et la toxicité de ses déchets en s'assurant :

- du traitement ou du prétraitement de ses déchets non valorisés, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique, de préférence avec valorisation énergétique,
- pour les déchets spéciaux ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage techniquement adapté conformément aux dispositions prévues par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par arrêté préfectoral du 1^{er} février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 7 décembre 1995.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les carcasses de véhicules hors d'usage ne devront pas séjourner plus de 6 mois sur le chantier avant élimination vers un broyeur autorisé et agréé.

Les déchets d'emballages visés par le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n°79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination). Elles sont stockées à l'abri dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999 modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n°2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des risques d'incendie et des pollutions entraînées par les eaux d'extinction, des envois de fibres ou de poussières et des odeurs, prolifération de nuisibles...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et résistantes aux produits déposés. Ces aires sont aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux pluviales souillées. Les pièces graisseuses sont en plus de ces précautions entreposées dans des lieux couverts.

Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les emplacements dédiés à l'entreposage des véhicules hors d'usage qui n'ont pas été dépollués conformément aux dispositions du 1^{er} de l'annexe de l'arrêté du 15 mars 2005 doivent être obligatoirement couverts d'un revêtement imperméable. Ce revêtement peut, par exemple, être en béton. Cependant cette condition peut être jugée satisfaite si l'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour éviter tout écoulement sur le sol provenant des véhicules à risques (mise en place de films protecteurs, de dispositifs de collecte et rétention de ces écoulements, ...).

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts.

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 80 m³. Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout bâtiment.

Les dépôts sont tenus en état de propreté constant.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits, sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

Les déchets conditionnés en emballages sont entreposés sur des aires étanches formant rétention si possible couvertes et ne peuvent être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Les déchets ne peuvent être entreposés en cuves que si celles-ci sont exclusivement affectées à cet effet. Ces cuves sont identifiées et respectent les règles de sécurité générales applicables à l'établissement.

Les déchets ne peuvent être entreposés en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Les déchets graisseux en vrac dans des bennes, doivent en permanence être à l'abri des intempéries.

Article 5.1.4. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-I du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées ou agréées à cet effet. Les déchets industriels spéciaux dont la nature peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement font l'objet de traitements spécifiques limitant tout risque de pollution sur le milieu. Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seront confinées et traitées comme indiqué à l'article 4.2.4.2.

Les emballages souillés par des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions, ne pouvant être réemployés ou nettoyés, sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux.

Les déchets industriels banals non ultimes ne peuvent être éliminés en décharge. Ces déchets seront triés en vue d'une valorisation.

Dans le cas où la maintenance de véhicules mis sur le marché avant le 1^{er} janvier 1997 amènerait, comme l'impose la réglementation, à remplacer des pièces anciennes amiantées (frictions d'embrayage, joints de culasse, garnitures et plaquettes de frein) par des pièces nouvelles non amiantées, l'exploitant placera les pièces anciennes en amiante liée dans des conditionnements conformes à la circulaire du 22 février 2005, tant pour le stockage temporaire sur son exploitation que pour le transport vers la filière d'élimination. Il convient toujours de les conditionner en sacs plastiques transparents et étanches sur lesquels il est important d'apposer une étiquette "Amiante" bien visible.

Les filières d'élimination de tels déchets contenant de l'amiante liée peuvent être certaines déchetteries, les décharges communales non classées de déchets inertes du BTP pourvues d'une alvéole spécifique et protégées par servitudes en fin d'exploitation. Ils peuvent également être admis dans une alvéole spécifique en décharge de classe 2 pour déchets ménagers si l'autorisation préfectorale l'a autorisé. Le démolisseur doit au préalable vérifier auprès des responsables de ces établissements d'élimination qu'ils sont bien autorisés ou déclarés afin d'accepter ce type de déchets.

Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 5.1.6. Transport

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

Principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations et niveaux de gestion admis :

Désignation du déchet	Code du déchet	Quantité annuelle	Niveaux de gestion admis
VHU	16 01 04	1 125 tonnes	1
Métaux ferreux	12 01 01	50 000 tonnes	1
Métaux non ferreux	12 01 03	10 000 tonnes	1
Batteries d'accumulateurs	16 06 01	1 200 tonnes	1
Huiles moteur / BV et liquides de frein usés et de curage déshuileurs	13 02 00	20 m ³	1 ou 2
liquide de refroidissement	16 01 14	10 m ³	1 ou 2
DIB valorisables (bois, papier, carton, plastiques, caoutchouc)	15 01 01/02/ 03 17 02 01/03 20 01 01/38/39	15 000 tonnes	1
DIB non valorisables	20 01 01	750 tonnes	2 ou 3
DEEE		500 tonnes	1
Déchets inertes gravats	01 04 08, 17 01 01/02/03/07 17 05 04/06/08, 20 02 02	360 tonnes	1
Chiffons usagés, Bidons souillés, DTQD	15 02 02	120 tonnes	2 ou 3

Le niveau de gestion d'un déchet est défini selon la filière d'élimination utilisée pour ce déchet :

Niveau 1 : valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi,

Niveau 2 : traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération,

Niveau 3 : élimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés

Les déchets véritablement générés par son activité sont essentiellement des ordures ménagères (déchets de cantine) et des déchets industriels banals (déchets de bureaux autres que papier carton).

En cas de transit, regroupement ou prétraitement, la filière correspondant à l'élimination finale détermine le niveau de gestion.

En cas de défaillance d'une filière d'élimination, une autre filière de niveau de gestion égal ou inférieur sera utilisée.

Article 5.1.8. Documents relatifs à la gestion des déchets

Article 5.1.8.1. Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Certains déchets comme les airbags non déclenchés, les prétensionneurs des ceintures de sécurité à déclenchement pyrotechnique, le carburant subsistant dans certains réservoirs, la vidange des circuits de climatisation, les pots catalytiques présentent des dangers ou nuisances potentielles qui justifient une attention particulière pour leur neutralisation ou leur filière d'élimination. L'exploitant affiche sur le lieu de travail les consignes permettant leur bonne gestion. Il lui revient d'assurer la formation de ses employés à ces consignes et il veille à leur respect.

Article 5.1.8.2. Documents de suivi des déchets produits et éliminés

Les modalités de leur suivi sont regroupées à l'article 9.2.4 ci-après.

TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 - Dispositions générales

Article 6.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Article 6.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 - Niveaux acoustiques

Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Périodes de jour, de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Périodes de nuit, de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Article 6.2.3. VERIFICATION DES VALEURS LIMITES

Une mesure de bruit sera réalisée dans les 6 mois suivant la mise en service des installations nouvellement autorisées par le présent arrêté aux fins de vérifier le respect effectif des valeurs limites de bruit fixées par le présent chapitre.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2 - Caractérisation des risques

Article 7.2.1. Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

Article 7.2.2. Zonage des dangers internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées sur place par des moyens appropriés (panneaux) et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour et à disposition des services de secours ainsi que de l'inspection des installations classées.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, dépôt de produit combustible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Les zones à risque incendie sont notamment les aires étanches destinées : au stockage des pièces grasses ou des véhicules entrants non encore dépollués, à la dépollution des véhicules, au stockage des fluides issus de la dépollution, au dépôt des batteries, au stockage de tout volume creux susceptible de contenir des produits dangereux. S'y ajoutent, les aires de dépôt des stériles et des pneus à éliminer ainsi que les zones réservées à la neutralisation des déclencheurs pyrotechniques des airbags et des prétensionneurs des ceintures de sécurité.

Article 7.2.3. Prévention du risque d'explosion

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir et détecter les risques d'explosion ainsi que pour limiter la propagation et l'extension des conséquences d'un tel sinistre.

Les différents dispositifs à déclenchement pyrotechnique installés sur les véhicules doivent au préalable être repérés puis désactivés. Ceci concerne les airbags et les prétensionneurs des ceintures de sécurité. La désactivation s'effectue conformément à une consigne de travail bien connue et affichée à proximité du lieu de travail.

Des pictogrammes rappellent l'interdiction de fumer dans les zones à risque déterminées conformément à l'article 7.2.2.. Pour les dépôts de pneumatiques, cette zone englobe le dépôt lui-même et une marge supplémentaire de huit mètres.

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tout engin ou partie d'engin, matériel de guerre. Si, fait exceptionnel, il était découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il devra être fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne)
- service des munitions de l'armée (terre, air, marine)
- gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

Leurs adresses et numéros de téléphone doivent être affichés dans le local administratif.

CHAPITRE 7.3 - Infrastructures et installations

Article 7.3.1. Accès et circulation dans l'établissement

A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt. L'exploitant fixe les règles de circulation (sens, vitesse) applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès et les aires de stationnement sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées (formes de pente, portance, largeur suffisante, revêtement, etc.) pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les installations sont accessibles en toutes circonstances.

Différentes aires sont matérialisées sur le terrain en fonction de leur destination détaillée au dossier : aires de parage non abritée pour le stationnement des véhicules roulants ou l'exposition des véhicules à vendre, aire des véhicules hors d'usage dépollués en cours de démolition ou de ceux en attente de décision des compagnies d'assurance (le cas échéant)....

Article 7.3.2. Gardiennage et contrôle des accès

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès au chantier. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clé en dehors des heures d'exploitation. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même, ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Article 7.3.3. Bâtiments et locaux

Le bâtiment et les locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à sa propagation. Les locaux susceptibles de comporter des zones à risque d'explosion sont convenablement ventilés (local de dépollution, charge éventuelle d'accumulateurs,...). Les structures fermées permettent l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. L'ouverture des équipements de désenfumage nécessaires peut se faire manuellement par des commandes accessibles en toutes circonstances depuis le rez-de-chaussée et clairement identifiées.

Si un réseau de détection d'incendie ou d'atmosphère explosive est installé, le déclenchement de celui-ci entraîne localement et auprès du responsable de l'établissement une alarme sonore et lumineuse.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. Un éclairage de sécurité balise les issues de secours ainsi que le cheminement vers celles-ci au moyen de dispositifs autonomes adaptés. Les appareils susceptibles de présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes peuvent être arrêtés en urgence et mis en sécurité en cas de nécessité.

Article 7.3.4. Installations électriques - mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans un rapport tenu par l'exploitant à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives prises.

Article 7.3.5. Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones à risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 7.3.6. Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux sur le(s) bâtiment(s) protégé(s) ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité.

CHAPITRE 7.4 - Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses

Article 7.4.1. Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites, affichées sur le lieu de travail et contrôlées.

Article 7.4.2. Vérifications périodiques

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Ces vérifications concernent notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les équipements sous pression, les appareils de levage, les dispositifs de sécurité et donnent lieu à un enregistrement sur un registre mentionnant :

- la date et la nature des vérifications,
- la personne ou l'organisme chargé de la vérification,
- le motif de la vérification,
- les non-conformités constatées et les suites données à celles-ci.

Article 7.4.3. Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion déterminées conformément à l'article 7.2.2. sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de feu accompagné d'une consigne particulière définissant les conditions de préparation, d'exécution, d'inspection des lieux après travaux et de remise en service des installations. Ces interdictions sont spécifiées dans les consignes d'exploitation et rappelées par panneaux dans les zones concernées.

Ces permis et ces consignes sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne nommément désignée par lui-même. Les entreprises extérieures intervenant sur le chantier doivent prendre connaissance de ces consignes et les viser.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront se faire à moins de huit mètres des dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôt de produit inflammable ou de matière combustible. Dans le cas où les véhicules hors d'usage sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables. Le poste de découpage doit être doté d'un extincteur portatif.

Article 7.4.4. Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident (évacuation, arrêt des machines, coupure de fluides, rondes de sécurité, etc.) et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier régulièrement le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes de sécurité et d'exploitation,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

Article 7.4.5. Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque incendie, explosion et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Ces travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité.

Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant. Elles font l'objet d'une inscription sur un registre.

CHAPITRE 7.5 - Prévention des pollutions accidentelles

Article 7.5.1. Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Article 7.5.2. Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant dispose des documents permettant de connaître à tout moment la nature, le volume et les risques des produits dangereux présents dans son établissement.

Article 7.5.3. Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux volumes de stockage des eaux résiduaires ou des eaux d'extinction.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques ou les eaux de la crue centennale, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols, des odeurs et de la prolifération d'insectes ou de nuisibles) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ces dépôts ou leur manutention ne se réalisent que sur des aires étanches formant cuvette de rétention et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement. Les pièces grasses et les liquides provenant de la dépollution des véhicules sont stockés à l'abri dans les conditions ci-dessus.

Article 7.5.4. Réservoirs et canalisations

L'étanchéité des réservoirs associés à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Ces réservoirs sont équipés d'une mesure de niveau permettant de prévenir les débordements en cours de remplissage. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits stockés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations de fluides sont individualisées par des couleurs normalisées ou un système d'étiquetage d'efficacité équivalente permettant un repérage immédiat. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Elles sont entretenues et font l'objet d'examens périodiques. Sauf exception motivée, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.5.5. Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Ainsi, il sera tenu compte de l'incompatibilité entre l'acide des batteries d'accumulateurs et les hydrocarbures (fioul domestique, gazole, huiles et graisses) par des dépôts en cuvettes de rétention séparées.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Article 7.5.6. Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 7.5.7. Transport, chargement ou vidange de substances polluantes

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur comme à l'extérieur de l'établissement se fait avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). De même, lors du chargement des carcasses à destination du broyeur, celles-ci doivent être correctement arrimées pour éviter tout déversement en cours de transport.

Avant tout démontage, découpage ou compactage, les véhicules destinés à la récupération doivent être débarrassés de leur batterie et vidangés de tout fluide polluant sur des aires spéciales comme détaillé ci-après.

Une ou plusieurs aires étanches et résistantes, nettement délimitées, sont réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles, pour la vidange de l'huile et des différents fluides polluants qu'ils contiennent. Chacune de ces aires doit constituer une cuvette de rétention étanche afin d'éviter toute pollution du sol et du sous-sol.

Des aires étanches et couvertes formant rétention (ou des conteneurs étanches couverts) doivent être également prévues pour le dépôt des batteries d'accumulateurs à électrolyte, pour les pièces et matériels enduits de graisse, d'huile, de produits chimiques divers.

Le cas échéant, un emplacement au sol étanche, résistant et formant rétention est dédié au dépôt et à la préparation :

- des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que des volumes creux clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc....) en vue de leur remplissage ou de leur vidange,
- des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc....) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que des tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

A la suite de la vidange complète d'un véhicule, le transfert des liquides combustibles ou polluants à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectue suivant un parcours déterminé maintenu dégagé et fait l'objet d'une consigne spécifique. Cette consigne porte sur les précautions à prendre pour la vidange, le transfert des récipients vers les stockages sur rétention et la récupération d'éventuels épanchements accidentels. L'exploitant s'assure régulièrement que la récupération de ces fluides s'effectue conformément à cette consigne de travail bien connue et affichée à proximité. En cas d'épanchements accidentels, la majeure partie doit être récupérée immédiatement par écopage, aspiration, pompage, et le liquide ainsi récupéré peut être stocké en récipients ou bacs étanches sur rétention pour élimination vers la filière adaptée. Il est ensuite procédé à un nettoyage de finition par épandage de produit absorbant, à éliminer ultérieurement comme déchet.

Article 7.5.8. Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

CHAPITRE 7.6 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 7.6.1. Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés et répartis en fonction de la localisation des risques à défendre.

Article 7.6.2. Entretien des moyens d'intervention

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir en justifier auprès de l'inspection des installations classées. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations relevées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.6.3. Ressources en moyens d'extinction

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; un extincteur portatif équipe chaque poste de découpage au chalumeau ; ces extincteurs sont soumis à un programme annuel de maintenance réalisé par le fournisseur
- des réserves couvertes de sable meuble et sec munies de pelles convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres,
- deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NF S 61-213) piqués sur une canalisation assurant un débit minimum simultané de 1 000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar et placés à moins de 200 m des bâtiments, accessibles par des chemins carrossables.

Article 7.6.4. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Celui-ci est entraîné régulièrement à l'application de ces consignes.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion déterminées par l'exploitant en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées ou utilisées conformément à l'article 7.2.2.,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances polluantes notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux ou terres souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, affichée à proximité du poste téléphonique.

- la procédure permettant, en cas d'incendie, d'isoler le site afin de prévenir toute pollution du réseau des eaux usées de la CCIA et du fossé Warin par les eaux d'extinction.

Les consignes écrites pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs sont communiquées à ces services de secours.

Article 7.6.5. Signalétique

Une signalisation répondant aux dispositions réglementaires en vigueur est mise en place dans l'établissement. Elle concerne :

- les moyens de secours et d'extinction,
- les stockages présentant des risques : les stockages de produits dangereux comportent de façon visible la dénomination de leur contenu ainsi que les numéros et symboles de dangers correspondants,
- les locaux à risques (local batteries, local dépollution...),
- les boutons d'arrêt d'urgence et les commandes des trappes de désenfumage des bâtiments,
- les diverses interdictions et zones dangereuses déterminées par l'exploitant.

Article 7.6.6. Protection des milieux récepteurs en cas d'incendie

Le réseau des eaux pluviales recueille l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement). La prévention d'une pollution du fossé Warin par ces eaux d'extinction impose l'obturation des déboucheurs déshuileurs et simultanément la mise en œuvre des bassins de confinement. La destination de ces eaux confinées suivra les principes imposés par l'article 4.2.4.2. traitant des eaux d'extinction. La fermeture des déboucheurs déshuileurs doit pouvoir se faire en toute circonstance.

Article 7.6.7. Plan de secours et de défense incendie

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur de son établissement la direction des secours jusqu'au déclenchement de l'action du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 7.6.7.1. Organisation des secours

Des consignes écrites sont établies pour l'appel des secours extérieurs, la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'évacuation du personnel. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les services d'incendie et de secours d'Amiens sont destinataires de ces consignes.

Article 7.6.7.2. Plan de défense incendie

L'exploitant doit tenir à jour un plan permettant de connaître à tout moment la nature, les quantités approximatives et l'emplacement des différents produits inflammables stockés dans l'entreprise ou à proximité immédiate.

Les emplacements des moyens de secours doivent être signalés et leurs accès maintenus dégagés en permanence. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et le personnel est périodiquement entraîné à leur emploi.

Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident pour assurer la protection du personnel, des populations et de l'environnement.

**TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A
CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

CHAPITRE 8.1 - Epannage

Sans objet

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 - Programme d'auto surveillance

Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 9.2 - Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques

Sans objet

Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau

Les consommations annuelles d'eau potable du réseau sont portées sur un registre.

Article 9.2.3. Auto surveillance des eaux pluviales et de lavage

Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre sur chacun des points de rejet des eaux dans le réseau de la CCIA et dans le fossé Warin :

Une fois par an, l'exploitant fera exécuter sur chacun des points de rejets dans le réseau des eaux usées de la CCIA et dans le fossé Warin un prélèvement d'eau avec analyse des paramètres suivants : pH, DBO₅, DCO, MES, HC totaux, AOX, métaux totaux, azote global, phosphore total. Les résultats consignés conformément aux dispositions de l'article 4.3.4., sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de la police des eaux.

Les résultats de cette auto surveillance sont consignés sur un registre conformément aux dispositions de l'article 4.3.4. et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de la police des eaux.

Article 9.2.4. Auto surveillance des déchets

Registre de suivi des déchets

Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements suivants sont consignés sur un registre de suivi conformément à l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et archivés pendant au moins cinq ans par l'exploitant aux fins d'attester sur demande de l'inspection des installations classées, de la bonne réalisation du processus de dépollution et valorisation mis en place :

- code du déchet selon la nomenclature.
- dénomination du déchet.
- quantité enlevée en tonnes.
- date d'enlèvement.
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé.
- destination du déchet (éliminateur autorisé).
- nature de l'élimination effectuée (préciser le niveau de gestion 1, 2 ou 3).

Les bordereaux de suivi de déchets industriels (BSDI), bons d'enlèvement, factures de curage ...sont ainsi archivés pendant au moins cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Traçabilité des véhicules hors d'usage

Conformément aux dispositions du décret du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage et de l'arrêté interministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage, l'exploitant est tenu d'assurer la traçabilité de chaque véhicule hors d'usage sur son chantier par un enregistrement systématique sur le livre de police à son entrée, la précision de sa destination, l'identification du client en cas de revente ou de l'entreprise destinataire en cas d'élimination. Il assure également un suivi de la carte grise de l'entrée à la sortie du véhicule et il doit se conformer en cas de destruction du véhicule aux prescriptions de l'article R 322-9 du code de la route et délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule après traitement, le récépissé de prise en charge correspondant.

Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores

L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans la zone à émergence réglementée la plus proche et de niveau sonore au point de contrôle (D), valeurs fixées aux articles 6.2.1 et 6.2.2 ci-dessus, en période de fonctionnement représentative de l'activité du chantier.

CHAPITRE 9.3 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Article 9.3.1. Actions correctives

L'exploitant analyse et interprète les résultats de son suivi et des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, dédié à l'auto surveillance. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Article 9.3.2. transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

Les justificatifs demandés au chapitre 9.2.4 doivent être conservés au moins cinq ans.

Article 9.3.3. Analyse et transmission des résultats de la surveillance de l'épandage

Sans objet

Article 9.3.4. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.5 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.4 - Bilans périodiques

Article 9.4.1. Bilan annuel de l'élimination des véhicules hors d'usage

Selon le cahier des charges des démolisseurs de véhicules hors d'usage (annexe II ci-jointe), l'exploitant agréé est tenu de s'organiser pour communiquer chaque année au Préfet et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous une forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 pris pour l'application de l'article 14 du décret du 1^{er} août 2003. Cette communication des informations sur l'élimination des véhicules hors d'usage de l'année, se fait au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Ce bilan annuel est dressé à l'aide du cadre de déclaration joint en annexe III et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins cinq ans.

CAHIER DES CHARGES DE L'AGRÈMENT DÉLIVRÉ À UN DÉMOLISSEUR DE VEHICULES HORS D'USAGE (Arrêté du 15 mars 2005, J.O. du 14 avril 2005)

1° Afin de réduire toute incidence négative sur l'environnement, les opérations suivantes sont réalisées avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés,
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés,
- les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de freins, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour le réemploi des parties de véhicule concernées,
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible,
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R. 318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2° Les éléments suivants sont retirés du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides, etc.) ;
- verre.

Le démolisseur peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Le démolisseur peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

3° Le démolisseur est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

4° Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

5° Le démolisseur est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou dans toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet ou assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement du 1er février 1993 susvisé. Le démolisseur élimine les déchets conformément aux dispositions des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement. Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

6° Le démolisseur est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

7° Le démolisseur est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

8° Le démolisseur est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté pris pour l'application de l'article 14 du décret du 1er août 2003 susvisé.

La communication de ces informations se fait au plus tard le 31 mars suivant l'année où ces opérations sont effectivement réalisées.

9° Le démolisseur fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001.
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT.
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

TITRE 10 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS, NOTIFICATION ET PUBLICITE, EXECUTION

CHAPITRE 10.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 10.2 - Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie d'Amiens par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie d'Amiens pour être tenue à la disposition du public.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « Picardie la Gazette ».

CHAPITRE 10.3 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'AMIENS, la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS NORMAND et dont une copie sera adressée à :

Directeur Régional de l'Environnement
 Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
 Directeur Départemental de l'Équipement
 Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
 Déléguée Inter-Services de l'Eau et des Milieux Aquatiques
 Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
 Directeur départemental du Travail et de l'Emploi
 Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
 Chef du Bureau Interministériel Régional de Défense et de Sécurité Civile
 Agence de l'eau Artois Picardie

Amiens, le 4 juillet 2007

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Pour le préfet et par délégation :
L'attachée, adjointe au chef de bureau,


Amélie CATTEAU.

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Yves LUCCHESI